

# **L'agriculture : un projet européen pour sortir des crises**

***Objectif : 1 000 000 de paysans en plus et 2 000 000 d'emplois induits en Europe d'ici 5 ans.***

Le projet européen est né de la volonté d'assurer la paix et de lutter contre tous les totalitarismes. Ce fondement initial a rapidement laissé place à un modèle de construction basé sur l'intégration par l'économie. Le projet européen qui était d'abord politique est ainsi devenu essentiellement économique. Au moment où les Européens sont invités à renouveler le Parlement Européen le 7 juin prochain, l'Europe n'est plus portée par une vision commune à laquelle l'ensemble des européens puisse s'identifier. A ce manque de vision s'ajoute une récession économique qui met plusieurs États au bord de la faillite et l'Union Européenne à rude épreuve.

La crise économique mondiale se conjugue à une crise climatique avec pour conséquence entre autres une sécheresse touchant de larges zones de production alimentaire. Ce cocktail explosif annonce une crise alimentaire mondiale extrêmement grave et ce dès cette année. Les plans de reprise développés ici et là pour sauver les établissements de crédit et certaines branches industrielles risquent d'être noyés par la brutalité de la crise alimentaire. Le défi alimentaire planétaire, priorité de ce siècle, est d'abord l'urgence de la décennie. Autour de la question alimentaire se joue à nouveau, pour l'Europe, la question de la paix.

Sur les 6,7 milliards d'habitants de la planète, plus d'un milliard, soit 80 millions de plus en un an, souffrent de malnutrition, dont une grande partie sont des familles paysannes. Les trois quarts d'entre eux vivent en milieu rural et un quart dans des bidonvilles. D'ici 2050, c'est 9 milliards d'habitants qu'il faudra nourrir en produisant plus et mieux avec moins: moins de terres, moins d'eau, moins de chimie, moins d'énergie et deux fois moins d'émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Voilà le défi de ce siècle, défi dont l'Europe doit se saisir sans attendre pour assurer la paix. Faute de quoi, violences et répressions seront d'autant plus fortes que la pénurie sévira également dans nos pays si l'Europe maintient ses politiques agricoles et foncière actuelles.

Répondre à ce défi, c'est sortir du modèle agro-industriel productiviste qui épouse 10 millions d'hectares de sol par an dans le monde et détruit 15 millions d'hectares de forêts tropicales par an pour augmenter les surfaces cultivées. Cela conduit nécessairement à changer de modèle agro-alimentaire et à évoluer vers une agriculture n'épuisant pas les sols et adaptée à chaque territoire et à

chaque type de sol. C'est cultiver avec moins d'eau (aujourd'hui, pour produire un kilo de céréales, il faut une tonne d'eau). Cela induit surtout de rediriger l'agriculture vers une production capable de nourrir ses agriculteurs et les populations avoisinantes, rurales et urbaines, plutôt que vers une production dictée par les impératifs financiers d'une agriculture d'exportation. C'est également sortir

de la prétention européenne à vouloir nourrir le monde grâce à sa production et ses techniques énergétivores et contaminantes. En faisant un usage massif de pesticides et d'engrais issus de la chimie de synthèse, le modèle agricole européen participe à la destruction des cultures vivrières notamment des pays du Sud et nourrit de plus en plus mal les Européens en ayant une part de responsabilité dans la baisse de la fertilité et le développement de l'obésité et des cancers.

**Lancer un ambitieux programme d'installation de 1 000 000 de paysans en plus au niveau européen d'ici 5 ans, notamment en milieu péri urbain, et construire autour de cette ambition les fondations d'une politique européenne qui crée 2 000 000 d'emplois induits dans l'artisanat, le commerce de proximité, la recherche et la formation en agroécologie.**

Développer l'agro-écologie aux dépens de l'agro-industrie ce n'est pas revenir en arrière, mais bien au contraire investir dans un projet d'avenir innovant porté par les jeunes pour construire une perspective de plein emploi et de pleine activité pour l'Europe.

**En juin prochain vous sollicitez le suffrage des citoyens européens. Nous aimerions savoir si vous soutiendrez et défendrez les propositions suivantes au Parlement Européen :**

## **Axe 1 : Le foncier, enjeu prioritaire**

- Créer un Fond structurel européen du foncier rural et péri urbain, pour financer l'achat de foncier agricole par les collectivités locales et permettre l'installation de paysans à la périphérie des agglomérations afin de sécuriser et d'améliorer l'approvisionnement des villes en produits alimentaires frais et sains.
- Mettre en place un plan de formation européen autour des nouvelles techniques agro écologiques (compagnonnage, échanges européens, recherche, ferme école, etc.)
- Aider les paysans existants en Europe de l'Ouest, et surtout en Europe de l'Est, à maintenir leur activité.
- Dissuader l'agrandissement des grandes exploitations aux dépens des petites.
- Dissuader les politiques de spéculation foncière menées par des multinationales ou des Etats.

## **Axe 2 : La nourriture au cœur des politiques**

- Freiner les logiques d'étalement urbain et redéfinir les politiques d'urbanisme en fonction d'impératifs alimentaires et de lutte contre les émissions de CO2.
- Définir une politique de l'eau (distribution, assainissement et prix) garantie par un vrai contrôle public.
- Soutenir le développement de filières agro-alimentaires régionales.
- Encourager la plantation d'arbres fruitiers en milieu rural et urbain. Intégrer à la construction de logements sociaux des parcelles de terres cultivables pour les habitants.
- Modifier le code des marchés publics permettant la relocalisation des approvisionnements de la restauration collective.
- Encadrer les prix par des marges imposées dans le secteur de la grande distribution, afficher les prix de cession, fixer des conditions générales de vente, les mêmes pour tous les acheteurs. Soutenir le commerce de détail indépendant de centre ville.
- Aider les paysans à sortir de l'endettement financier qui freine la reconversion vers l'agriculture paysanne et biologique.
- Sortir l'agriculture de l'OMC et mettre en place, sous l'égide de l'ONU, un Conseil de Sécurité Alimentaire.

## **Axe 3 : Des réglementations et des normes adaptées**

- Interdire l'usage d'OGM, de pesticides et d'engrais issus de la chimie de synthèse.
- Développer et protéger la conservation, la création et l'usage des Semences Paysannes et des Préparations Naturelles Peu Préoccupantes.
- Protéger les consommateurs et les producteurs en mettant en place un Institut européen public et indépendant en charge du contrôle alimentaire.
- Reconnaître les Systèmes Participatifs de Garantie au niveau national et européen, en ce qui concerne les modes de production mais aussi la distribution dans des filières transparentes, équitables et à moindre coût environnemental.
- Adapter les normes sanitaires et environnementales, pour éviter les logiques de concentration et permettre le développement des circuits courts de distribution.

- Mettre un terme aux monocultures exportatrices qui se développent au détriment des cultures vivrières, en abandonnant les subventions à l'exportation et en créant un mécanisme de protectionnisme élargi à des critères sociaux et environnementaux (ressources servant à financer des programmes de co-développement).
- Mettre un terme aux politiques de soutien aux agro carburants et interdire leur importation.

**Lettre ouverte aux candidats aux élections européennes du 7 juin 2009 à l'initiative des associations Minga et Nature et Progrès. Un site Internet dédié à la lettre sera bientôt disponible.**

**Les premiers signataires :**

*Minga, Nature et Progrès, Frères des Hommes, AMAP Ile de France, Alliance PEC Rhône-Alpes (réseau régional des AMAP en Rhône Alpes), Alliance Provence (réseau régional des AMAP en Provence Alpes Côtes d'Azur.)...*